

«NUMERO SPÉCIAL RDV»

AVRIL 2016 / N° 123

CONTRASTO

MARDI 26 AVRIL 2016

MANIFESTATION ANTINUCLÉAIRE

18H00 PLACE NEUVE GENÈVE



TCHERNOBYL 30 ANS DE CATASTROPHE

FUKUSHIMA 5 ANS DE DÉSASTRE

STOP MÜHLEBERG
BEZNAU
BUGEY

sommaire n° 123

Couverture Appel à la manif du 26 avril

Tous les rendez-vous	2
Interview Plainte contre le Bugey <i>Remy Pagani</i>	3-4
Beznau Appel à la manif nationale du 19 juin <i>Erwin Weiss</i>	5
International Tchernobyl, histoire sans fin <i>Mathias Schlegel</i>	6-7
Pub BD - La vie et l'oubli <i>JJK</i>	7
Invitation AG	8

LES RENDEZ-VOUS!

Mardi

26 AVRIL 2016

30 ans après la catastrophe de Tchernobyl et 5 ans après celle de Fukushima:

Stop nucléaire!

18h00: grande manifestation antinucléaire, rdv Place Neuve.

Pour exiger une réelle sortie du nucléaire, à savoir, l'arrêt de nos cinq vieilles centrales atomiques, en commençant par celle de Beznau et pour apporter notre soutien à la plainte contre le Bugey

Vendredi

1ER MAI 2016

ContrAtom prend place dans le cortège et y instaure un tronçon anti-nucléaire.

Rdv 14h45

(1/4 d'heure avant le départ du cortège), rue Necker

Dimanche

19 JUIN 2016

manifestation nationale dans la région de Beznau/Argovie.

ContrAtom y va, renseignement:

Tel. 022 321 57 09 ou www.contratom.ch

ContrAtom

CP 65

CH - 1211 Genève 8

Téléphone/répondeur:

022 321 57 09

www.contrAtom.ch

info@contrAtom.ch

N'hésitez pas à nous appeler pour prendre contact, pour recevoir d'autres documents, pour être informés sur les dates des réunions de notre comité et sur nos activités.

- Tirage 1200 exemplaires

- Graphisme atelier Comput

- Imprimerie du Lion

- **Cotisation annuelle**

(comprenant l'abonnement au journal): 40.- F

Abonnement au journal uniquement 30.- F

Soutien: 60.- F

ou plus....

Le CCP de contrAtom est alimenté exclusivement par votre générosité.

Mille mercis à tous ceux et celles qui nous soutiennent CCP 12-13446-0

IBAN CH75 0900 0000 1201 3446 0



LE BUGEY SUR LA SELLETTE...

De bleu, de bleu, voilà que la centrale nucléaire du Bugey est mise en accusation par les autorités genevoises!

Le 2 mars dernier, le Canton et la Ville de Genève ont en effet déposé une plainte pénale contre X, concernant l'installation nucléaire du Bugey auprès du Pôle santé du Tribunal de grande instance de Paris « pour mise en danger délibérée de la vie d'autrui et pollution des eaux ».

L'annonce de cette plainte a provoqué une agitation médiatique de tous les tonnerres, en particulier du côté de la presse française! Jamais le palais Eynard, lieu de la conférence de presse tenue sur le sujet le 5 mars par les autorités, n'avait connu telle affluence de journalistes et de caméras!

Suite à cette initiative, saluée avec enthousiasme par notre association, nous avons posé quelques questions à Remy Pagani, membre du conseil administratif de la ville de Genève et l'un des fers de lance de cette initiative:

RÉPONSES DE RÉMY PAGANI AUX QUESTIONS DE CONTRATOM

Les autorités genevoises réclament la fermeture de la centrale nucléaire du Bugey située dans l'Ain à 70 km de la ville de Genève.



ContrAtom: Peux-tu nous rappeler quel a été le déroulement des événements qui ont abouti à cette plainte ? Comment t'est venue cette idée et comment t'y es-tu pris pour lancer le processus ?

Rémy Pagani: Ce processus a été relativement compliqué. En effet, la Ville de Genève alertée par un voisin (maraîcher) de la centrale du Bugey, a pris part, entre 2012 et 2013, à trois procédures administratives lesquelles visaient à s'opposer:

- au décret du 23 avril 2010 autorisant l'ICEDA (Installation de conditionnement et d'entreposage des déchets activés destiné à contenir 2000 tonnes de déchets radioactifs provenant de neuf réacteurs en cours de démantèlement)
- à la révision du plan local d'urbanisme de la commune de Saint-Vulbas du 6 décembre 2012
- au permis de construire de l'ICEDA délivré le 21 août 2013

Ces trois procédures n'ont pas abouti, le défaut d'intérêt et de qualité pour agir de la Ville de Genève ayant été retenu par les juges s'agissant des deux premières procédures et un non-lieu à statuer ayant été prononcé récemment par la Cour administrative d'appel de Lyon en ce qui concerne l'action intentée contre le permis de construire de l'ICEDA (troisième procédure).

Lorsque nous nous sommes vus infliger ces défaites juridiques, nous avons essayé de passer à un niveau supérieur et c'est là que le service juridique de la Ville de Genève s'est souvenu que nous avions travaillé efficacement avec Mme

Corinne Lepage par rapport à Creys-Malville et que nous avons obtenu gain de cause alors notamment grâce à elle. Mme Lepage a donc été recontactée et était à nouveau partante pour se mettre au service de la Ville de Genève. C'est elle qui nous a proposé de déposer plainte pénale contre X pour mise en danger délibérée de la vie d'autrui et pollution des eaux. En effet, il y a peu de personne et d'organisation qui ont attaqué le problème juridique sous cet angle. Toutefois, si l'on y réfléchit il est vrai que les responsables, qui prônent ce genre d'activités et qui au-delà des exigences et des impératifs scientifiques font en sorte que les centrales sont prolongées, mettent en danger réellement et concrètement la vie d'autrui. Notamment après Tchernobyl et Fukushima, nous nous sommes aperçus que les populations évacuent à plus de 30, voire 100 km à la ronde, et que des cancers hors normes se déclaraient. Il s'agit donc effectivement d'une mise en danger de la vie d'autrui puisqu'à terme il y a des maladies qui se développent, ce fait est reconnu aujourd'hui.

Voilà un peu le processus. Nous espérons bien pouvoir aller jusqu'au bout.

C: Peux-tu nous rappeler les enjeux du litige et qu'espères-tu obtenir ?

RP: Les enjeux du litige sont extrêmement simples. La centrale nucléaire du Bugey présente une série de défauts et de fragilités internes qui sont préoccupants. Les fuites de tritium à répétition relevées à nouveau par l'Autorité de sûreté nucléaire en décembre 2015 en attestent. Face à la multiplication des incidents affectant cette centrale, il s'agit de faire en sorte que les responsables soient mis devant leurs responsabilités, car derrière toutes ces organisations humaines il y a bien des personnes qui défendent le nucléaire à tout prix sans en mesurer exactement les conséquences, qui prônent la poursuite de l'activité de ces centrales nucléaires. C'est complètement incongru. Par exemple, la ministre de l'environnement Madame Royal va jusqu'à soutenir la poursuite de l'activité des deux pires centrales nucléaires qui existent en France. Tout le monde sait que ce sont de vieilles 2CV, qui fuient de partout. Pour elle, ce n'est qu'une question purement financière, nous l'avons vu avec la crise financière des affaires nucléaires à EDF et la démission de son directeur financier le 6 mars dernier, la rentabilité à tout prix de l'activité nucléaire de la France est une mesure de sauvetage du bilan financier désastreux

d'EDF. Elle propose de poursuivre l'exploitation de ces deux centrales, car elles sont amorties complètement. La proposition de Madame la ministre Ségolène Royale est à cet égard irresponsable.

Les enjeux sont de faire en sorte que les responsables soient mis réellement devant leurs responsabilités comme n'importe quel citoyen-ne qui vient à mettre la vie d'autrui en danger. En effet, si vous conduisez une voiture et que vous risquez d'avoir un accident, que vous provoquiez un accident, il y a des responsabilités qui doivent être établies. Ce que nous espérons obtenir est de renforcer le débat sur les questions de l'énergie nucléaire. Lors de la COP21, la France s'est engagée à réduire à 50% la production d'électricité d'origine nucléaire. Toutefois, elle ne prend pas ce chemin. Il convient donc de débattre sur ce double discours. Le deuxième enjeu qui me paraît le plus important est de soutenir l'autorité de surveillance française, car il semble que cette autorité ait plus d'autonomie et de pouvoir aujourd'hui pour mettre un terme et en tout cas exiger un certain nombre de mesures qui n'ont pas jusqu'à maintenant été prises en France, y compris après l'accident de Fukushima.

C: En Suisse, nous sommes actuellement dans l'impasse pour obtenir une réelle sortie du nucléaire promise après la catastrophe de Fukushima. Quel pourrait être l'engagement de la Ville de Genève pour appuyer notamment l'initiative fédérale «Sortir du nucléaire» qui exige l'arrêt des réacteurs après 45 ans d'activité et qui sera mise en votation à l'automne prochain?

RP: Même si nous sommes dans l'impasse au niveau de la sortie du nucléaire, ce qu'il faut dire c'est qu'il n'y a plus personne au niveau européen qui prône la construction de centrale nucléaire sauf à Flamanville avec cette technologie dite EPR. Pourtant les EPR sont de tels gouffres financiers (que ce soit à Flamanville et/ou ailleurs) que cela va finir je l'espère comme à Creys-Malville. Les technologies sont tellement compliquées et imposent de telles mesures de sécurité que cela devient disproportionné pour produire quelques kW. De notre côté en Suisse, nous avons quand même remporté une victoire et la Ville de Genève y est partie prenante. En effet, la Ville de Genève a mené des procédures et a soutenu financièrement, y compris le Conseil municipal, suite au vote d'une proposition de crédit à hauteur de 250'000.- CHF pour aider les associations antinucléaires autour de Mühleberg. Cela a permis d'engager des procédures contre Mühleberg et de contribuer au fait que l'autorité de surveillance suisse impose à Mühleberg des conditions relativement draconiennes pour la reprise et la poursuite des activités de production d'énergie nucléaire. Au vu de l'énorme facture de mises aux normes les responsables de cette centrale ont jeté le gant il y a de ça quelques semaines et nous en sommes très heureux. Mühleberg s'arrêtera donc définitivement en 2019.

Mais la lutte ne peut pas simplement se résumer à constater les dégâts écologiques et humains que cette énergie produit sur la planète et donc nous espérons bien qu'après les trois accidents de Three Mile Island aux États-Unis, en URSS avec Tchernobyl et au Japon avec Fukushima, qui sont la pointe émergée de l'iceberg des problèmes de l'industrie nucléaire qui vont de l'extraction de l'uranium au casse-tête des déchets, les électeurs auront la sagesse de voter cette initiative pour mettre un terme définitif après 45 ans d'activités aux centrales nucléaires, même si ce délai est déjà bien trop long!

Propos recueillis par Anne-Cécile

Il va sans dire que pour les antinucléaires de la région du Bugey qui luttent depuis des années tant contre cette centrale vétuste que contre ICEDA (dépôt de déchets nucléaires provenant des réacteurs à l'arrêt tel que Superphénix, Brennilis, etc) en construction sur le site du Bugey, la démarche genevoise est un soutien inestimable à leur cause et leur reconnaissance est grande.

Le 23 avril prochain, une délégation de ContrAtomistes va participer à l'action «occupation ronds-points» initiée par les militants de Stop-Bugey. Il s'agit d'occuper des ronds-points stratégiques ornés de banderoles portant des slogans de mise en garde quant aux dangers du nucléaire.

Nul doute que la plainte de Genève sera de toutes les conversations. On va se sentir fiers d'être genevois-es!

Le Bugey, Beznau, il est impératif que ces bombes potentielles soient neutralisées au plus vite! Pour le dire haut et fort, en manif dans les rues de Genève, venez en nombre au rendez-vous le mardi 26 avril, 18h00 Pl. Neuve/GE! date du 30ème anniversaire de la tragique catastrophe de Tchernobyl.

**A tout de suite
sur le terrain!**

Anne-Cécile



MANIFESTATION NATIONALE DU 19 JUIN 2016

Présentation des enjeux:

Nos centrales nucléaires sont en mauvaise état. Même l'IFSN (Inspection fédérale de la sécurité nucléaire) a demandé au Parlement fédéral de renforcer les lois pour avoir plus d'appui concernant la sécurité; mais nos parlementaires n'ont rien ajouté. La stratégie 2050 du Conseil fédéral est de plus en plus affaiblie par les deux chambres. La limite initiale d'exploitation des centrales était fixée à 50 ans, elle est dorénavant illimitée dans le temps! Au Conseil des Etats, afin de défendre, sans succès d'ailleurs, l'initiative antinucléaire qui limite l'exploitation des centrales à 45 ans, Robert Cramer a notamment déclaré: «Il y a presque exactement cinq ans - c'était le 11 mars 2011 - avait lieu la terrible catastrophe nucléaire de Fukushima. 25 ans plus tôt, le 26 avril 1986, avait lieu l'explosion de la centrale nucléaire de Tchernobyl. Et le 20 mars 1979, on a évité de justesse une autre catastrophe nucléaire, à Three Mile Island, aux Etats-Unis. Alors bien sûr, chacun de ces graves accidents a des causes différentes et intervient dans un contexte différent. Mais ces accidents ont tous des points communs. Le premier d'entre eux, c'est qu'ils n'ont été voulus par personne. Le deuxième, c'est que des techniciens compétents ont tout fait pour les éviter. Et puis, dans tous les cas aussi, la probabilité que de tels accidents puissent avoir lieu était considérée comme négligeable. On parle de probabilité d'accident dans une centrale nucléaire qui serait de l'ordre de 1 sur 100 000, ou de 1 sur 1 million. Voilà pour la théorie. Mais en réalité, en constatant qu'il y a aujourd'hui à peu près 200 centrales nucléaires en fonctionnement dans le monde, la vraie probabilité est de 1 sur 500. C'est une probabilité qui est extrêmement élevée. Et, au-delà de cette probabilité extrêmement élevée, si l'on considère la situation en Suisse, on constate que la Suisse se trouve de fait dans une situation particulièrement délicate. Il existe aujourd'hui 194 centrales nucléaires dans le monde et, parmi elles, seules 8, dans le monde entier, sont situées à proximité de centres urbains. Et sur ces huit sites nucléaires qui sont proches de centres urbains se trouvent les quatre sites nucléaires qui abritent toutes les centrales nucléaires de notre pays.»

Dans le même débat, la conseillère fédérale Doris Leuthard a admis qu'il y a des risques liés aux centrales nucléaires, mais elle s'appuie toujours sur les contrôles de l'IFSN. Elle oublie que la sécurité n'est pas une loi mathématique. L'effet du vieillissement des matériaux sous bombardements d'électrons est encore mal connu et les résultats des contrôles récents des cuves de Beznau sont très inquiétants. Une fois de plus l'IFSN marche main dans la main avec

l'exploitant et met l'économie avant la sécurité. Ainsi le 21 mars dernier, M. Wanner, directeur de l'IFSN a présenté, comme preuve de sécurité, un graphique des investissements en milliers de fr.s depuis le début de l'exploitation de la centrale de Beznau. Mais voilà, ce n'est pas l'argent investi qui augmente forcément la sécurité!!!

L'initiative des mouvements anti-nucléaires pour la limitation d'exploitation des centrales nucléaires à 45 ans sera mise en votation cet automne (septembre ou novembre). Il faut se mobiliser pour qu'elle soit acceptée!

Pour montrer nos désaccords avec les autorités et les exploitants des centrales nucléaires, **participons à la manifestation nationale du dimanche 19 juin initiée par Menschenstrom, sortons du nucléaire.**



photo: © Greenpeace/Ivan Suta

Trois marches sont prévues:

une longue à partir de Döttingen (environ 4h), une deuxième à partir de Siggenthal CFF (environ 2h; départ du train Genève 8h15, Lausanne 8h30) et une troisième à partir de Bötzing (environ 2h).

Sur place il y aura de la musique, des discours, à boire et à manger. Réservez cette date (et procurez-vous éventuellement une carte journalière CFF dans votre commune), Le lieu exact n'étant pas encore défini, des informations plus détaillées seront sur le site www.contratom.ch prochainement.

Erwin Weiss

30 ANS DE TCHERNOBYL: L'HISTOIRE SANS FIN!

26 avril 1986, un test de sécurité effectué sur le réacteur 4 de la centrale de Tchernobyl dérape et entraîne une réaction en chaîne qui aboutira à l'explosion et la destruction du réacteur. La suite est connue. La centrale, située au nord de la République socialiste soviétique d'Ukraine à 150 km de la capitale Kiev, brûlera en plein air pendant 10 jours. Avec l'incendie, une grande quantité de matériel radioactif s'échappe de la centrale et sera poussée par les vents à travers toute l'Europe. Des centaines de milliers d'hommes et de femmes - les célèbres «liquidateurs» - combattront courageusement pendant des mois pour reprendre le contrôle de la centrale et décontaminer les environs, le plus souvent au péril de leur vie.

30 ans après ces événements, une des choses que l'on entend souvent à propos de Tchernobyl, c'est le fait que la zone évacuée serait devenue un paradis naturel où la faune et la flore, libre de l'influence de l'homme auraient repris tous leurs droits. Cette image d'Épinal vient du documentaire «Tchernobyl, une histoire naturelle», diffusé pour la première fois en 2010 par Arte. De fait, les populations d'animaux sauvages sont aujourd'hui plus grandes qu'avant le début de la catastrophe. Elans, cerfs, chevreuils, ou encore sangliers s'ébattent librement dans ce que l'AIEA souhaite faire passer pour la version ukrainienne de la Forêt de Quat'sous.

Cette réalité ne résiste toutefois pas à une analyse plus poussée. Timothy Mousseau, un biologiste américain, travaille dans les environs de Tchernobyl depuis des années. Ses études démontrent clairement que les effets génétiques des rayonnements ionisants sont observés à tous les niveaux biologiques, de l'ADN aux écosystèmes. En 2011, il découvre avec un collègue des pyrrocores mutants. Ces insectes connus sous nos latitudes sous le nom de «gendarmes» subissent de plein fouet les effets de la radiation, ce qui se voit dans les motifs qu'ils portent sur leur dos. C'est le début d'une série de découvertes du même type. «Nous retrouvons des traces des propriétés mutagènes des radiations sous toutes les pierres que nous soulevions». Non la zone évacuée n'est pas un paradis naturel.

Les forêts idylliques dans la zone évacuée sont radioactives et posent un danger pour l'Europe orientale et le Proche Orient. Dans les environs de Tchernobyl la végétation ne se décompose pas normalement à cause de la radioactivité. Au lieu de cela, elle sèche, et devient le combustible idéal pour des incendies de forêt catastrophiques, libérant les radionucléides émis lors de la catastrophe et les transportant au gré des vents. Ce sont des forêts qui depuis 30 ans subissent de plein fouet la radioactivité. Les animaux présentent des

mutations et la végétation ne se développe pas correctement. De plus, la radioactivité a un effet sur l'ADN et on ne sait pas quelles seront les conséquences finales de l'accident sur la biodiversité.

De fait, la catastrophe ne fait que continuer depuis 30 ans. Les populations et les écosystèmes touchés subissent la radioactivité dans un silence assourdissant. Soulignons que l'incendie du réacteur 4 de la centrale de Tchernobyl a libéré 200 fois l'équivalent de radioactivité des explosions nucléaires d'Hiroshima et Nagasaki. Les régions les plus touchées se trouvent en Ukraine en Russie et en Biélorussie. Rappelons que l'Europe entière a été touchée, et que sans le sacrifice des liquidateurs, je ne serais pas là pour écrire ces lignes et il n'y aurait plus grand monde pour les lire.

Environ 5 millions de personnes vivent actuellement dans des régions fortement contaminées. Elles subissent au quotidien les effets de la catastrophe, les particules radioactives se retrouvant dans les sols, l'eau les plantes et, de fait, dans la nourriture de base. Les conséquences? Explosion des cas de cancers et des naissances d'enfants handicapés.

Difficile d'articuler un chiffre du nombre de victimes. Ce qui est certain c'est que le chiffre de 4'000 morts annoncé par l'AIEA est un mensonge scandaleux. Pour Viatcheslav Grichine de l'Union Tchernobyl, principale organisation des liquidateurs, sur 600 000 liquidateurs envoyés d'Ukraine, de la Russie et de Biélorussie, «25 000 sont morts et 70 000 restés handicapés en Russie, en Ukraine les chiffres sont proches et en Biélorussie 10 000 sont morts et 25 000 handicapés». Ajoutons à cela les personnes qui continuent de vivre avec la radioactivité au quotidien et l'on comprend aisément que le bilan de Tchernobyl se compte en centaines de milliers, voir en millions de victimes.

En 2014, le sociologue Ulrich Beck soulignait le caractère particulier de la catastrophe de Tchernobyl: «(...) **toutes les victimes de cet accident ne sont même pas encore nées.**» Tant que des populations entières restent exposées à la radioactivité, des personnes continueront de mourir de la catastrophe de Tchernobyl. Il existe pourtant des mesures qui permettraient de venir en aide aux habitants des régions touchées, comme, par exemple de faire venir le fourrage des animaux de régions «saines». Malheureusement, c'est le contraire qui se produit!

L'Ukraine, la Russie et la Biélorussie sont touchées de plein fouet par la crise économique. L'Ukraine est également le théâtre d'un conflit larvé avec la Russie et le nucléaire y constitue une des rares alternatives aux importations d'énergies fossiles venues de Russie. Dans ce contexte, l'aide aux victimes n'est de loin pas la première préoccupation des gouvernements de ces pays. Même les programmes de surveillance et de tests des denrées alimentaires ne sont pas maintenus. Un grand nombre de personnes sont trop pauvres pour s'assurer qu'elles ne consomment pas de la nourriture contaminée.

La pauvreté pousse également certains à revenir s'installer dans la zone interdite à proximité de la centrale. Des personnes âgées qui n'ont pas d'autres perspectives et des criminels profitent du vide laissé par l'évacuation. La radioactivité semble être un moindre mal par rapport à ce que ces personnes ont à subir au quotidien. **Il ne faudrait pas oublier pour autant que même si on arrive à régler le problème de la pauvreté et de la guerre en Ukraine, la radioactivité issue de l'accident de Tchernobyl continuera de tuer.** C'est là le caractère propre des catastrophes nucléaires: on sait quand elles commencent, mais pas quand elles se terminent, ni même si elles ont vraiment une fin.

Mathias Schlegel



photo: © Denis Sinyakov / Greenpeace "Grande roue de Lunapark, Pripjat"

LA VIE ET L'OUBLI,

roman-photo en couleurs de Jean-Jacques Kissling, 2016.

Pour marquer les jubilés de Fukushima et Tchernobyl, j'ai recyclé et donné une deuxième vie aux photos réalisées in situ à Pripjat en 2006. **La motivation est la crainte de l'oubli.** À Fukushima ou à Tchernobyl, des millions de tonnes de déchets radioactifs ont été disséminés ou enterrés dans la nature avoisinante. Autant de mauvaises surprises pour les générations futures. Pripjat, Litatie, Hanford, Maïak, Fangataufa et bien d'autres, rejoignent petit à petit le royaume des terres oubliées. L'économie pro nucléaire a intérêt à cacher les effets de la faible radioactivité, en tout cas elle fait le nécessaire pour qu'on oublie ces zones irradiées, certaines ne sont même pas répertoriées.

"La vie ou l'oubli", ressemble à une bande dessinée, mais c'est un roman-photo. Avec l'aide des outils numériques, j'ai transformé les images en dessin et créé deux personnages en recyclant les émoticônes (smiley en anglais) que je reçois sans demander.

La Vie et l'Oubli.

C'est en périple futuriste, où le couple de héros en quête de liberté part à la recherche d'une cité mythique, la ville oubliée de P. Je ne vous cache pas qu'il s'agit de Pripjat, la ville témoin de l'énergie nucléaire et la victime collatérale de la catastrophe de Tchernobyl. **En 2111 la société a déjà oublié son existence et son histoire, alors qu'elle a été la première ville morte d'Europe.** Pour atteindre la ville de P, Jo et Marie quittent leur mégapole de Moscopolis et sa dictature de masse. Ils seront aidés dans leurs odysées par un vieux rasta, la reine des animaux et un oracle. Après avoir traversé la forêt, ils sont seuls dans leur nouvelle ville et organisent leur nouvelle vie, mais l'histoire les rattrape. À Pripjat, Marie croise les Stalker, se sont les derniers rôdeurs de la cité, ils lui donneront la boule dorée du savoir, cette dernière connaît le chemin jusqu'à Paxtown (Genève). C'est dans sa banlieue que se cache la datcha Marcel, où l'espoir d'un système nouveau commence.

Le roman-photo est 100% énergie propre, papier recyclé, format A4, 120 planches couleurs, 32 pages, imprimé à Genève. Il coûte 25frs, port compris, envoi avec la facture,

vous pouvez le commander:

Par mail à jkissling@jjkphoto.ch ou sur www.jjkphoto.ch

Par téléphone ou sms : 079 21 353 81

Par poste jjkphoto, 32 av Soret 1203 Genève

Il y a un prix dégressif à partir de 3 exemplaires, une version numérique sera disponible gratuitement à partir du 26 avril 2016, sur internet, www.jjkphoto.ch.

Merci de soutenir ce projet, Jean-Jacques Kissling / jjk



NE MANQUEZ PAS L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE DE CONTRATOM

À L'ARCADE CASTAFIORE

LE MERCREDI 15 JUIN 2016

20, rue de Montbrillant
(derrière la gare de Cornavin, à Genève)

Au programme:

19h30: Accueil autour d'un buffet campagnard

20h30: Les choses sérieuses commencent.

Ordre du jour :

1. Approbation du compte-rendu de l'AG du 20 mai 2015.
2. Rapport d'activités 2015/2016
3. Points statutaires (comptes, comité)
4. Discussion sur le fonctionnement et les perspectives de ContrAtom. Nous comptons sur vos précieuses remarques et suggestions
5. Divers.

Venez nombreux, chers et chères ContrAtomistes.
Nous nous réjouissons de vous rencontrer.

Le Comité

JAB
1211 Genève 8
PP (Journal)
CH-1211
Genève 8

